

NOUS SOMMES CONTRAINTS DE VIVRE DANS L'ILLEGALITE

Nous sommes des saisonniers. Depuis des années, nous peinons à travailler ici dans des conditions dignes:

UN ACCÈS À L'EAU, UNE DOUCHE, UN ENDROIT OÙ DORMIR EN SÉCURITÉ

Les logements touristiques nous sont inaccessibles : les prix ne sont pas faits pour nous. Beaucoup de vignerons n'ont ni les moyens ni la volonté d'assumer leur obligation d'offrir un terrain adapté pour loger leurs vendangeurs. Banyuls est un territoire escarpé, et cette année, trouver un endroit où dormir est devenu presque impossible, entre les risques d'incendie et les arrêtés préfectoraux qui en découlent. Ce printemps, la mairie a rencontré les vignerons pour les inciter à assumer cette responsabilité. Nous regrettons de ne pas avoir été invités à cette rencontre, ni même informés de son issue — alors que c'est notre survie qui est en jeu.

Le travail saisonnier, avec ses déplacements incessants, nous empêche de nous organiser collectivement. Beaucoup d'entre nous ne parlent pas français, ce qui complique encore l'accès à nos droits et leur compréhension. Le langage administratif des arrêtés préfectoraux, déjà difficile pour un francophone, nous est souvent hermétique. Alors les informations circulent de bouche à oreille, fragmentées, parfois fausses — et avec elles grandissent la confusion et l'angoisse.

Nous sommes contraints de vivre dans l'illégalité. Invisibilisés, indésirables dans l'espace public, nous en sommes réduits à nous cacher. Une situation qui nous expose à des dangers bien réels : incendies, problèmes de santé et d'hygiène, vols.

Nous savons que la nouvelle maire hérite d'un problème vieux de plusieurs années, et qu'elle ne peut le résoudre en quelques mois dans le cadre légal actuel. Nous savons aussi qu'elle s'est tournée vers la préfecture pour tenter de trouver des solutions d'hébergement. Le 17 août, un rassemblement spontané s'est formé devant la mairie. Nous avons pu l'interpeller brièvement — mais dans des conditions loin d'être idéales : des vendangeurs épuisés, à bout, face à une situation qui les dépasse. Ce que nous demandons aujourd'hui, c'est un vrai temps d'échange, avec les vignerons et avec la maire, pour connaître enfin, clairement et formellement, les solutions qui existent — ou non — pour nous.

Beaucoup d'entre nous viennent de loin. Nous investissons du temps, de l'argent, avant même de savoir dans quelles conditions nous allons vivre. On ne découvre souvent la réalité qu'une fois sur place — trop tard pour négocier quoi que ce soit. Le coût du voyage nous pousse à accepter l'inacceptable : pas d'eau, pas d'ombre. Certains d'entre nous, qui ont osé demander mieux, ont été remerciés et remplacés. Un coût énorme, pour des économies déjà à bout.

Comment pouvons-nous nous faire entendre ?

